

PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES INTERPELLATIONS ET DES QUESTIONS

INTEGRAAL VERSLAG VAN DE INTERPELLATIES EN DE VRAGEN

COMMISSION DES FINANCES ET DES AFFAIRES GÉNÉRALES

**CHARGÉE DU BUDGET, DES RELATIONS EXTÉRIEURES,
DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT, DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE ALGEMENE ZAKEN

**BELAST MET DE BEGROTING, DE EXTERNE BETREKKINGEN,
DE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING, HET OPENBAAR AMBT
EN HET WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK**

RÉUNION DU LUNDI 12 MARS 2018

VERGADERING VAN MAANDAG 12 MAART 2018

COMPTE RENDU PROVISOIRE

Non encore approuvé par les orateurs.
Ne pas citer sans mentionner la source.

VOORLOPIG VERSLAG

Nog niet goedgekeurd door de sprekers.
Niet citeren zonder de bron te vermelden.

Présidence : M. Mohamed Ouriaghli, premier vice-président.

[107]

INTERPELLATIONS

M. le président.- L'ordre du jour appelle les interpellations.

INTERPELLATION DE M. EMIN ÖZKARA

À MME BIANCA DEBAETS, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT, DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DE L'INFORMATIQUE RÉGIONALE ET COMMUNALE ET DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE, DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL,

concernant "le soutien aux Espaces Publics Numériques (EPN) et le renforcement des missions d'accompagnement des personnes".

M. le président.- La parole est à M. Özkara.

M. Emin Özkara (PS).- Je souhaiterais revenir sur un sujet auquel j'accorde une attention particulière, celui des espaces publics numériques (EPN). J'ai déjà eu l'occasion à plusieurs reprises de vous interroger sur la problématique de la fracture numérique dans notre Région et sur l'utilité indiscutable des EPN pour une partie de la population bruxelloise.

Comme je le soulignais dans ma précédente interpellation en date du 20 février 2017, la lutte contre la fracture numérique et l'illettrisme numérique me paraît être une priorité pour notre Région. Nous vivons dans une société où il est désormais impossible de se passer de compétences numériques. La maîtrise des outils informatiques est indispensable pour de nombreuses démarches telles que demander un document administratif, remplir sa déclaration fiscale, chercher un emploi ou simplement avoir accès à l'information. C'est précisément ce rôle d'encadrement dans l'apprentissage des outils informatiques que les EPN et les autres associations actives dans ce domaine remplissent aujourd'hui.

Un EPN est un lieu public à vocation non lucrative qui propose un programme public d'accès, d'initiation et d'accompagnement aux technologies de l'information et de la communication. Il permet aux citoyens d'apprendre à leur rythme, de manière autonome et en profitant de la supervision de formateurs, à utiliser un ordinateur, à se connecter à internet et de bénéficier de formations en informatique généralement gratuites - ou pour un prix symbolique -, ou encore d'approfondir leurs connaissances et compétences en technologies de l'information et de la communication (TIC).

Si ces compétences peuvent paraître faciles pour une majorité de personnes habituées à surfer sur internet et à utiliser un ordinateur, une partie de la population bruxelloise ne possède toujours pas d'ordinateur ou n'a pas accès à internet. En effet, 11% des Bruxellois ne sont jamais allés sur internet et pour 15% d'entre eux l'accès en est compliqué ou inexistant à leur domicile. C'est une des raisons qui explique le succès grandissant, mais aussi la nécessité des EPN dans notre Région.

[113]

Bien que le nombre de gens qui ne sont pas connectés ou qui ne savent pas utiliser internet semble se réduire, les avancées technologiques perpétuelles et les nouveaux usages qui en découlent laisseront toujours une partie de la population démunie face à ces nouveaux usages.

Le dispositif des EPN doit donc être conçu comme un dispositif permanent. Tel est le constat de Stefan Platteau du réseau Caban (réseau des EPN en Région bruxelloise) et coordinateur de l'asbl Fobagra, qui appelle aujourd'hui les autorités régionales à financer de manière structurelle les EPN.

Les EPN disposent, en général, du matériel de base nécessaire à la formation. Ce qui fait défaut, c'est le personnel d'encadrement et, plus précisément, les animateurs et formateurs qui vont former et accompagner les personnes. Certains EPN bien équipés en matériel et fort fréquentés se retrouvent ainsi parfois sans animateur. Dans chaque EPN, il faudrait donc pouvoir assurer le salaire d'au moins un animateur qui peut œuvrer aux différentes missions de l'EPN au bénéfice de différents publics cibles, et pas seulement des demandeurs d'emploi.

Vous nous aviez indiqué que la Région avait soutenu 16 EPN sur le territoire bruxellois en leur achetant ou en livrant du matériel informatique. Si nous nous réjouissons de ce soutien apporté, il existe d'autres EPN en dehors du réseau du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise (CIRB) qui font un travail similaire. Un certain nombre d'entre eux émanent par ailleurs des pouvoirs publics locaux, comme par exemple l'EPN-BRAVVO dépendant de l'asbl BRAVVO (800 heures de formation/an) et l'EPN Re-sources1050 de la commune d'Ixelles et du CPAS d'Ixelles (16 PC, ouvert à temps plein) situé sur la rue Malibran. La Région entend-elle également soutenir les EPN hors réseau CIRB ?

Vous nous aviez également dit qu'il était important de préparer les EPN aux défis futurs, tels que l'utilisation des tablettes, l'impression 3D, etc. Pour cela, vous indiquiez qu'un budget de 100.000 euros était prévu pour les quatre prochaines années afin d'équiper les EPN en matériel du futur. Le financement de 100.000 euros est-il prévu pour les quatre ans ou est-il annuel ?

[115]

Comment se répartissent ces 100.000 euros ? Quelles sont les modalités de versement ?

La création d'un label pour les EPN bruxellois, incluant les EPN qui ne sont pas financés par le CIRB, définissant leurs missions et les rendant éligibles à d'éventuels subsides selon le modèle wallon, est-elle à l'ordre du jour ?

À votre demande, le CIRB a été chargé d'effectuer une étude scientifique approfondie sur la fracture numérique en Région bruxelloise. Cette étude est-elle terminée ? Pouvez-vous nous donner un aperçu de ses résultats ?

En ce qui concerne les initiatives de la Région afin de lutter contre la fracture numérique et de garantir l'inclusion numérique, des groupes de travail se sont-ils réunis depuis mars 2017 ? Dans l'affirmative, qui les a organisés ? Qui y a participé ? Quels ont été les sujets et thématiques abordés ? Quelles sont les recommandations qui ont été émises et quelles mesures de suivi ont-elles déjà été prises ? Des projets de travaux sont-ils en cours ?

Vous indiquiez qu'un poste à mi-temps pour le suivi des EPN avait été créé. Pouvez-vous nous préciser son rôle ? La personne est-elle déjà entrée en fonction ? Si oui, quelles sont ses principales réalisations et actions ?

Enfin, de nouveaux EPN vont-ils bientôt voir le jour ? Si oui, dans quelles communes ?

[117]

Discussion

M. le président.- La parole est à Mme Debaets.

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- On ne peut construire une smart city qu'à partir du moment où les citoyens sont également "smart". Les espaces publics numériques (EPN) constituent dès lors un pilier dans la lutte contre la fracture numérique. Le projet EPN 2.0 consiste à opérer le renouvellement progressif de tous les EPN bruxellois. Ce projet prévoit également la mise à disposition d'équipements EPN dans les communes n'en ayant pas encore, à savoir Uccle et Koekelberg.

La liste complète des EPN ayant pu bénéficier du soutien du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise (CIRB) peut être consultée sur le site web Espace publics numériques. Je peux vous envoyer le lien. Il est vrai que cette liste ne mentionne pas les EPN que vous avez cités. En ce qui concerne la Ville de Bruxelles, j'ai compris que l'échevin compétent est ouvert à une collaboration dans ce domaine, comme c'est déjà le cas dans d'autres matières. Nous examinons actuellement les moyens de la concrétiser

J'aimerais souligner que la livraison du matériel s'effectue en concertation avec le collège communal et à sa demande. Pour ce qui est de la commune d'Ixelles, celle-ci doit donc d'abord établir ses priorités.

Je comprends votre demande de financement structurel, mais ce n'est pas ce qu'offrent la Région ou le CIRB. Il est impossible - et non prévu dans les budgets - de mettre en place un financement pour le personnel. Il est question, en l'occurrence, d'un appel à projets ou d'un subside pour l'équipement.

L'encadrement est assuré majoritairement par les communes mêmes, parfois par le centre public d'action sociale (CPAS) ou dans le cadre d'une collaboration avec Actiris, mais jamais par la Région.

[121]

En ce qui concerne le soutien aux EPN qui se situent en dehors du circuit officiel, nous avons octroyé quelques subventions à un certain nombre de projets pilotes innovants. Les asbl bruxelloises Action et recherche culturelles (ARC) et Espace culture et développement (ECD), par exemple, ont été subsidiées pour leurs initiatives respectives. Sans attendre que les gens viennent dans les espaces numériques, des accompagnateurs se rendent dans des maisons de jeunes et vont à la rencontre de publics défavorisés. C'est là que se trouve toute l'originalité de ces projets.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire lors des discussions budgétaires, nous avons lancé un appel à projets sur l'inclusion numérique.

Pour le plan d'action relatif au renouvellement du matériel informatique, nous avons élaboré un plan quadriennal. Des moyens seront mis à disposition pour fournir de nouveaux équipements à quatre EPN par an.

La gamme de matériel garanti est composée de matériel bureautique et éducatif - des ordinateurs de bureau et portables, des imprimantes, y compris en 3D, etc. - et sera fonction des besoins des EPN. Je précise qu'aucune subvention ne sera donnée aux communes, car le CIRB ne peut pas allouer de subsides. Il met seulement du matériel à disposition.

En 2017, 4 EPN ont été rééquipés : ceux du Centre culturel d'Evere, de Saint-Josse, de Koekelberg et de Woluwe-Saint-Lambert.

[123]

Pour 2018, Woluwe-Saint-Pierre, Watermael-Boitsfort, Berchem-Sainte-Agathe et Saint-Gilles ont répondu à l'appel à projets.

Pour qu'une demande soit éligible, l'EPN doit répondre à une série de critères. Ainsi, le local proposé pour l'installation de l'EPN doit respecter les normes de sécurité en vigueur pour les locaux accessibles au public. Ensuite, l'EPN doit être utilisé conformément à son objectif, soit dans un but éducatif - et non lucratif - à l'intention du citoyen, à concurrence d'un minimum de seize heures par semaine, dont six heures de sensibilisation ou de formation.

Le CIRB prend en charge la commande du matériel, le paiement des factures, l'organisation de l'installation du matériel et la maintenance des équipements.

En ce qui concerne votre question relative à la reconnaissance, il s'agit d'une demande émanant du secteur. Nous en analysons actuellement les modalités juridiques et institutionnelles.

Je répondrai conjointement à votre quatrième et à votre cinquième questions, car elles traitent de l'étude que j'avais lancée et qui avait été réalisée par une équipe de l'Université catholique de Louvain (UCL) sous la direction de Périne Brotcorne, par ailleurs auteur du même genre d'étude pour les autorités fédérales. Un plan d'action a été établi en concertation avec le secteur, qui est ravi d'être impliqué.

Nous préparons la mise en place d'un plan d'action gouvernemental avec ma collègue Mme Laanan, puisqu'elle est compétente pour la simplification administrative. Il s'agira donc d'un travail d'équipe.

[125]

Concernant le collaborateur du CIRB, il ne s'agit pas d'un engagement supplémentaire, mais d'une personne au CIRB qui a été désignée comme responsable du suivi des dossiers des EPN. Nous examinons comment renforcer ce mi-temps.

Nous avons reçu une demande du CPAS, antenne locale d'Actiris, d'Uccle, en partie grâce à notre collègue M. Cornelis, pour la mise en place d'un EPN dans cette commune. Ceci signifierait que toutes les communes disposeraient d'un EPN, ce qui était un de mes objectifs de cette législature.

Nous sommes donc sur la bonne voie.

- L'incident est clos.

[129]

INTERPELLATIE VAN MEVROUW ELS AMPE

TOT MEVROUW BIANCA DEBAETS, STAATSSECRETARIS VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST, BELAST MET ONTWIKKELINGSSAMENWERKING, VERKEERSVEILIGHEIDSBELEID, GEWESTELIJKE EN GEMEENTELIJKE INFORMATICA EN DIGITALISERING, GELIJKEKANSENBELEID EN DIERENWELZIJN,

betreffende "het gebruik van consultants door het CIBG".

De voorzitter.- Mevrouw Ampe heeft het woord.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) biedt de Brusselaar informaticadiensten aan waarvan ook de aangesloten lokale besturen en gewestelijke overheidsdiensten gebruik kunnen maken. Het is normaal dat voor de ontwikkeling van bepaalde diensten een beroep wordt gedaan op externe consultants. Worden die externe consultants soms ook voor langere perioden dan gebruikelijk (maximaal een jaar) ingehuurd?

Hoeveel contracten sloot het CIBG in deze regeerperiode, dus sinds 2014, af met externe consultants?

Hoeveel contracten met consultants lopen over meerdere regeerperioden?

Hebt u een overzicht van alle lopende contracten en van de duur en kostprijs per contract?

Welke gewestelijke instellingen doen een beroep op het CIBG? Welke doen dat niet, en waarom niet?

Wat staat er in het beheercontract met het CIBG over het verhogen van de budgettaire transparantie?

[133]

Bespreking

De voorzitter.- De heer Van den Driessche heeft het woord.

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- De vzw IRISteam is een onderdeel van het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en ondersteunt haar leden inzake human resources bij hun activiteiten rond informatiebeheer, digitale cartografie, telecommunicatie, ICT en aanverwante aangelegenheden. Zo staat het in het 22e boek van het Rekenhof.

Met de oprichting van de vzw wou de Brusselse regering het IT-personeel van het CIBG beheren volgens de regels van de privésector, namelijk vlotter en met betere loonvoorwaarden. Volgens het IRISteam is dat nodig om IT-personeel in dienst te kunnen houden, maar ook om te kunnen beantwoorden aan de aanwervingsbehoeften op een uitermate gespannen en concurrentiële IT-markt.

Ik sluit mij aan bij de vragen van collega Ampe. Daarenboven wil ik ingaan op twee andere problemen die het Rekenhof aankaarte. Als IRISteam als vzw bevoegdheden krijgt toegewezen die de wetgever aan een overheidsinstelling heeft toegekend, in dit geval het CIBG, moet dat het voorwerp van een ordonnantie uitmaken. Het Rekenhof beveelt dan ook de snelle regularisering van deze toestand aan.

Eind oktober 2017 zei u dat u een grondige juridische analyse zou aanvragen en eventueel maatregelen zou nemen. Werde die juridische analyse uitgevoerd? Door wie? Wat staat erin? Wanneer mogen we een ordonnantie verwachten om de onwettige situatie tussen het CIBG en de vzw IRISteam recht te trekken?

[137]

Het Rekenhof had daarnaast kritiek op de loonvoorwaarden, die te genereus zouden zijn voor de niet-IT'ers in het team. U verdedigde zich door te stellen dat u dezelfde voorwaarden voor iedereen wilt, dus niet alleen voor de IT'ers. Er zijn evenwel andere mogelijkheden om administratieve medewerkers in dienst te nemen. De kritiek van het Rekenhof kunt u niet zomaar opzij schuiven. Wat doet u hieraan?

[139]

M. le président.- La parole est à M. Chahid.

M. Ridouane Chahid (PS).- Mme la ministre, vous savez que, depuis septembre 2014, la commune dont je suis échevin confie la gestion de son système informatique au CIRB. Il se trouve que certains membres du personnel de la cellule informatique ont trouvé qu'il était beaucoup plus attrayant de travailler au CIRB qu'à la commune, puisque les conditions - notamment - financières y sont meilleures.

Quelque six membres de notre cellule informatique, qui en compte huit, travaillent aujourd'hui pour l'asbl Iristeam. Pour nous, c'est aussi une plus-value, car cela permet à ces personnes de travailler dans d'autres communes et d'évoluer professionnellement. Mais la question est de savoir quels sont les barèmes appliqués aux différentes fonctions au sein du CIRB, compte tenu des missions dévolues aux agents. En effet, certains d'entre eux travaillent pour plusieurs communes, voire pour une zone bien définie.

Par ailleurs, quel est le statut des différentes personnes qui travaillent chez vous ? Certaines sont-elles sous statut d'indépendant ? Si tel est le cas, comment fonctionnez-vous ?

Quel est votre mode de recrutement - hormis les candidatures spontanées de personnes provenant d'autres administrations ? En effet, le milieu informatique évolue en permanence et exige un certain professionnalisme, qui se paie. Comment allez-vous chercher cette expertise et ce personnel parfois "rare" qui évolue d'année en année, voire de mois en mois ?

[141]

Quand j'étais vice-président de la STIB, j'ai appris que la gestion de l'énorme parc informatique était en grande partie externalisée à Rabat. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de visiter les locaux concernés. Apparemment, c'est moins onéreux de passer par le Maroc que de faire appel aux services du CIRB.

(Remarques)

[145]

M. le président.- La parole est à M. De Bock.

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- J'avais effectivement entendu parler de cette affaire sous la précédente législature. Cela pose question, car nous avons pas mal de compétences en Belgique. Comment expliquer dès lors que nous n'arrivions pas à former plus rapidement, ou à moindre coût, un certain nombre de personnes ?

Certes, les compétences concernées sont rares. Le CIRB sous-traite-t-il lui-même un certain nombre de ses missions ? Dans la logique des questions posées par mes collègues, ce point a son importance. Le CIRB coordonne-t-il l'ensemble de ces demandes et peut-il y répondre ou est-il limité par ses propres compétences, de sorte qu'il offre le service mais en le sous-traitant ? Je ne vous demande pas si vous avez un service décentralisé à Rabat, mais concrètement, comment cela fonctionne-t-il ? Dans l'affirmative, quels sont les services décentralisés ou sous-traités ?

[147]

De voorzitter.- Mevrouw Debaets heeft het woord.

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Zowel bij overheidsinstellingen als in de privésector is het niet ongewoon om een beroep te doen op consultants.

[149]

(poursuivant en français)

Ce n'est pas seulement le cas du CIRB. Tous les organismes d'intérêt public (OIP) que je connais travaillent avec des consultants externes.

[151]

(verder in het Nederlands)

Dat is zeker het geval bij IT-opdrachten. IT'ers, zeker bepaalde profielen, zijn moeilijk te vinden. De markt voor gespecialiseerde functies wordt almaar krapper: bij het ministerie vinden we bijvoorbeeld zelfs nauwelijks nog externe SAP-specialisten.

[153]

(poursuivant en français)

Le CIRB est la centrale d'achat de la Région bruxelloise et respecte la procédure des marchés publics pour l'engagement de consultants en informatique.

Les différents membres de la centrale d'achat ne doivent ainsi pas lancer leur propre adjudication publique. Cela leur permet de gagner du temps pour réaliser leurs projets tout en respectant pleinement la législation.

[155] (*verder in het Nederlands*)

Het CIBG doet dus een beroep op ICT-consultancy via raamakkoorden. Die komen tot stand dankzij openbare aanbestedingen, die telkens voor een periode van vier jaar afgesloten worden.

[157]

(*poursuivant en français*)

Nous en sommes au quatrième accord-cadre, qui se terminera cette année.

La procédure de marché public pour l'attribution du prochain accord-cadre (2018-2022) est en cours. Le dossier d'attribution, le cahier des charges et le lancement de la procédure ont été approuvés par le gouvernement au début de cette année.

[159]

(*verder in het Nederlands*)

De regering heeft de procedure goedgekeurd waardoor er binnenkort een vijfde periode van vier jaar ingaat.

In verband met de raamakkoorden wil ik op een aantal essentiële elementen wijzen. Zo staan ze open voor alle gewestelijke en lokale spelers.

[165]

(*poursuivant en français*)

Un deuxième élément important est que la procédure de marchés publics des différents accords-cadres est transparente, ouverte, publiée au niveau européen et contrôlée par l'Inspection des finances ainsi que par la Cour des comptes.

[167] (*verder in het Nederlands*)

Het CIBG en het IRISteam staan onder toezicht van het parlement, die de begroting goedkeurt, en van het Rekenhof. Het Rekenhof had geen opmerkingen over de lopende aanbesteding. Het CIBG houdt geen percentage in op de transacties en verplicht niemand tot exclusief gebruik van zijn diensten.

Het lopende raamakkoord bestaat uit veertien onderdelen volgens de verschillende technologieën. Concreet gaat het onder meer over bedrijfsanalisten, programmeurs en specialisten in databescherming.

[171]

(poursuivant en français)

Certains consultants sont engagés pour le Data Center régional (DCR).

[173]

(verder in het Nederlands)

Het kan ook gaan om IT-architectuur. Zo zijn er dus veertien onderdelen op basis van het type technologie en het IT-activiteitsdomein.

Die veertien onderdelen werden toegekend aan negentien ondernemingen.

Het raamakkoord is meteen succesvol gebleken, want in 2017 maakten 26 gewestelijke en lokale spelers gebruik van het raamakkoord van het CIBG.

[175]

(poursuivant en français)

Au total, 173 demandes ont été transmises aux fournisseurs.

[177]

Les acteurs qui ont fait appel à l'accord-cadre de consultance informatique en 2017 sont bien sûr le SPRB et le CIRB.

[181]

(verder in het Nederlands)

Brussel Fiscaliteit is een van de grote afnemers en doet zelf een beroep op externe consultants, voor een bedrag dat overigens vele malen hoger ligt dan dat van het CIBG.

De andere spelers die met dit raamakkoord werken, zijn de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB), de gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Elsene, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis en Watermaal-Bosvoorde, Brussel Preventie en Veiligheid (BPV), de energieregulator Brugel, Leefmilieu Brussel, de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof), de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC), het OCMW van Schaarbeek, easy.brussels, de informaticapartner GIAL, parking.brussels, het Brussels parlement, de Haven van Brussel, de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp (DBDMH), de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM), de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en visit.brussels.

[183]

(poursuivant en français)

Tous ces acteurs font appel à cet accord-cadre. Une fois membre de la centrale d'achat, chaque entité passe commande auprès des fournisseurs pour ses besoins propres et est facturée par ces derniers sans passer par le CIRB. C'est le cas, par exemple, du Service public régional de Bruxelles (SPRB).

[185]

(verder in het Nederlands)

Zo gaat dat in zijn werk bij een aankoopcentrale.

[187]

(poursuivant en français)

Je ne peux pas vous expliquer pourquoi d'autres communes ou acteurs régionaux ou locaux n'y font pas appel.

[189]

(verder in het Nederlands)

Waarom dat niet gebeurt, zouden we moeten vragen aan wie er geen beroep op doet.

Ik kan u alleen de lijst geven van wie er wel een beroep op doet, en volgens mij zijn zij over het algemeen tevreden.

Er wordt een beroep gedaan op consultancy die noodzakelijk zijn voor het goede verloop van de ontwikkelingsstructuren, platformen en infrastructuur. Eerder heb ik een aantal van die profielen geschetst.

Van de consultants die in 2017 bij het CIBG aan de slag waren, voerde een tiental opdrachten uit die meer dan tweehonderd dagen in beslag nemen.

[191]

(poursuivant en français)

La majorité d'entre eux - une cinquantaine - a accompli une mission inférieure à 100 jours.

[193]

(verder in het Nederlands)

Voor alle IT-opdrachten samen werden er voor 5.691.000 euro facturen ingediend.

[195]

(poursuivant en français)

Pour vous donner une estimation de la grandeur et comparer ces montants à ceux d'autres OIP, je citerai l'exemple de Bruxelles Fiscalité.

[197]

(verder in het Nederlands)

We vullen nu de aanvraag van Brussel Fiscaliteit in. Naast zestien mensen van het IRIS team hebben zij nog eens voor 18 tot 19 miljoen euro opdrachten lopen bij externe IT-consultants.

Bij het CIBG gaat het over 5,6 miljoen euro. Dit gaat dan vooral over de ontwikkeling en het onderhoud van platformen, inclusief Nova.

[199]

(poursuivant en français)

Je crois que les dix-neuf communes, et donc aussi la Ville de Bruxelles, travaillent avec la plate-forme Nova, qui fonctionne vraiment bien.

[201]

(verder in het Nederlands)

Daarin zit onder andere ook het elektronische loket Irisbox. Ik hoop dat iedereen hier Irisbox gebruikt. Dankzij die tool hoeft de burger niet langer aan te schuiven aan het loket. Zowel burgers als bedrijven kunnen ondertussen een goede tweehonderd formulieren via Irisbox aanvragen en indienen.

Ook het Gewestelijk Data Center (GDC) valt onder Nova.

[203]

(poursuivant en français)

Vous connaissez tous l'importance d'une bonne gestion sécurisée des données dont nous - mais aussi les communes, les hôpitaux publics, les zones de police - disposons.

[205]

(verder in het Nederlands)

Daarom hebben we besloten om een deel uit te besteden.

Voor wat betreft uw vraag over het bestuurscontract, heeft de regering op 20 juli 2017 de globale ontwikkelingsstrategie voor het gewestelijk openbaar ambt goedgekeurd. Zoals u weet, heeft ze daarbij gekozen voor een herstructurering van het openbaar ambt en een rationalisering van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB). Als gevolg daarvan worden ook niet langer beheerscontracten opgemaakt met instellingen van openbaar nut (ION) van type A. Dat past binnen de hervormingslogica.

De heer Van den Driessche had daar een paar vragen bij. Het Rekenhof formuleerde twee aanbevelingen. Een aanbeveling hield in dat er gelijkaardige barema's worden gebruikt, niet alleen voor informatici maar ook voor onder meer administratief personeel. De reden hiervoor is dat dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst (cao) van toepassing is op al het personeel bij IRISteam. Het gaat niet om hallucinante bedragen.

De vraag is of dat in een ordonnantie moet worden geregeld.

[207]

(poursuivant en français)

Contrairement au CIRB qui est un OIP, Iristeam est une asbl.

[209]

(verder in het Nederlands)

Als je dat in een ordonnantie regelt, heeft dat wel gevolgen.

[211]

(poursuivant en français)

L'entreprise de logiciels Smals, qui était censée s'occuper au départ de la sécurité sociale et qui travaille maintenant dans beaucoup d'autres domaines, est aussi une asbl.

Suivre l'avis de la Cour des comptes impliquerait la création d'un nouvel OIP et l'obligation d'aligner les barèmes sur ceux de la fonction publique

[213]

(verder in het Nederlands)

Ik laat dat momenteel onderzoeken door advocatenkantoor Deprevernet, dat die opdracht via een aanbestedingsprocedure kreeg.

[215]

(poursuivant en français)

M. Chahid, je suis très heureuse que la commune d'Evere ait rejoint la structure. Nous avons tout à gagner d'une mutualisation.

En ce qui concerne le recrutement, les vacances de postes sont publiées à la demande des communes ou d'autres acteurs dans des magazines ou sur des sites spécialisés, comme stepstone.be, vacature.com, datanews.be, etc. Des évaluations externes sont prévues pour les fonctions d'un certain niveau.

Comme vous, je ne suis pas favorable à une externalisation dans des pays lointains. Étant donné le taux de chômage au sein de la Région, il me semble préférable de donner de l'emploi aux Bruxellois.

M. De Bock, il y a des consultants qui développent des solutions informatiques, dont GCT, Nova, Irisbox et d'autres plates-formes.

[217]

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Il y a deux sous-traitances : celle où l'on engage un indépendant pour aider le CIRB dans des missions classiques, et celle qui consiste à être le client d'une entreprise ou d'un indépendant, mais de manière plus structurelle - de GIAL, par exemple. J'aimerais savoir si le CIRB est lui-même client d'autres fournisseurs de services informatiques.

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Oui, mais ce genre de plate-forme...

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Quand vous engagez un indépendant, pour vous, c'est de la sous-traitance, mais malgré tout, le CIRB a commandé un travail à quelqu'un qui va le fournir pendant un temps déterminé et être payé pour cette mission. Parfois, vous allez faire la demande vous-même et passer sans doute par un marché avec procédure négociée...

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Je passerai toujours par une procédure de marché public.

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Tout à fait, mais là, vous demandez que quelque chose soit fourni tout en étant vous-même cliente. Voyez-vous la nuance ?

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Je ne vois pas la différence entre la sous-traitance et l'appel à des consultants externes : en effet, un certain nombre de plates-formes sont réalisées par des consultants externes, car ni le CIRB, ni Iristeam n'ont le personnel compétent. Pour vous, il s'agit de sous-traitance.

M. Ridouane Chahid (PS).- Vous avez parlé de 90 collaborateurs à un moment donné, si je ne m'abuse.

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Non, il y a 50 collaborateurs et certaines missions totalisent moins de 100 jours. Il s'agit de consultants externes.

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Donc, il s'agit de consultants externes. Après, vous ne payez pas nécessairement des consultants externes, mais un service dont vous avez besoin et qui vous est facturé par une entreprise, unipersonnelle ou non. Vous ne payez pas un consultant à l'heure, en l'occurrence. Vous payez un montant à la société pour le travail qui a été réalisé. Pour vous, c'est toujours de la sous-traitance, mais il s'agit quand même de deux types de services différents.

[231]

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- C'est vrai. Osiris, cogéré avec mon collègue Pascal Smet, est un exemple de ce que vous voulez dire, pour le suivi des chantiers.

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- De qui dépend Osiris ? De M. Smet ?

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Pour les travaux publics. Et bien sûr, c'est une plate-forme informatique, mais intégrée au sein du SPRB.

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Mais puisque vous donnez cet exemple, expliquez-nous comment cela fonctionne au sein d'Osiris. Qui commande quoi ? C'est une demande de services, ou un contrat d'indépendant qui vous permet d'arriver à cela ? C'est pour comprendre la différence, la nuance.

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Il y a un cahier des charges, avec un prix fixe.

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Et si je comprends bien, c'est donc une entreprise annexe qui vous fournit le service ? Mais là, en l'occurrence, vous ne passez pas un contrat de consultance avec une personne pour vous aider à réaliser cela ?

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Non, nous ne sommes pas un intermédiaire, puisque Osiris est une plate-forme de la Région. Cela ne devient pas propriété de la firme qui le développe. Il y a un prix fixe, un marché public, une adjudication, nous disons ce qu'il nous faut et c'est la Région qui en est le propriétaire.

[245]

De voorzitter.- Mevrouw Ampe heeft het woord.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- U hebt ons veel waardevolle informatie gegeven, in het bijzonder dat het CIBG werkt met verschillende types raamkkoorden om consultants aan te trekken.

Het is mij nog niet helemaal duidelijk hoeveel contracten er met consultants zijn. Ik heb het dan specifiek over het aantal personen met wie een contract gesloten werd, dus niet over het raamakkoord of het aantal onderdelen ervan.

U sprak over tien contracten met personen die langer dan honderd dagen werken aan een bepaald project en vijftig contracten voor minder dan honderd werkdagen. Hoe lang duurt het kortste contract van die tien contracten voor meer dan honderd werkdagen, en hoe lang duurt het langste? Zijn er bij die tien personen ook die werken voor het IRISteam en het CIBG, of is dat alleen voor het CIBG?

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Absoluut niet.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Dus die werken alleen voor het CIBG?

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Ja.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Er zijn dus geen consultancycontracten binnen het IRISteam.

Wat is dan de kortste en langste duur van die tien CIBG-contracten?

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Dat kunnen we aan het verslag toevoegen.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Kunt u mij dan verzekeren dat er geen mensen bij zijn die een bestuursfunctie uitoefenen?

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Een bestuursfunctie? Natuurlijk niet! Het CIBG is een instelling van openbaar nut (ION). Natuurlijk hebben die mensen geen bestuursfunctie.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Ik probeer me gewoon in te beelden dat het CIBG voor de ontwikkeling van pakweg Fix My Street een externe ontwikkelaar inschakelt. Dan moet er iemand als manager op toezien dat die toepassing in de administratie geïntegreerd wordt. Zo iemand is dan misschien geen bestuurder, maar vervult toch een coördinerende taak. U weet wel wat ik bedoel.

Dat sluit ook aan op de vraag van de heer De Bock. Er zijn twee soorten onderaannemers. Ten eerste degenen die ingehuurd worden om een bepaald afgewerkt product af te leveren en wanneer dat gebeurt, loopt het contract ook ten einde...

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Bij die tien contracten zijn er natuurlijk wel personen die het project in goede banen leiden. Er zijn een aantal projectleiders bij. Maar projectleiders zijn geen bestuurders. Dat is iets heel anders.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Dat klopt, maar de taken van een projectleider gaan wel verder dan alleen maar een afgewerkt product afleveren.

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Ik begrijp niet waar u op doelt.

[269]

Zij leveren geen producten, ze ontwikkelen platformen.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Dat komt op hetzelfde neer. Fix My Street is een product. Mensen gebruiken de app om zaken te melden.

U zegt dat 26 gewestelijke en lokale organisaties gebruikmaken van het CIBG, maar er zijn veel meer dan 26 gewestelijke organisaties. Ik denk bijvoorbeeld dat ik Actiris en perspective.brussels niet heb horen vernoemen. Waarom doen die geen beroep op het CIBG? Wie huren ze dan wel in?

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Dat zou u moeten vragen aan de minister die bevoegd is voor Actiris.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Laat u dan geen tevredenheidsenquêtes uitvoeren?

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Het CIBG biedt diensten aan en ik nodig alle gemeenten en overheidsinstellingen uit om daarvan gebruik te maken, maar ik kan hen er niet toe verplichten. Waarom ze dat niet doen, zou u aan de heer Gosuin moeten vragen.

[277]

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Het is een beetje vreemd dat een gewestelijke organisatie de informatica regelt, maar dat niet alle gewestelijke diensten er gebruik van maken.

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Dat is juist, net zoals ik het vreemd vind dat sommige gemeenten er geen beroep op doen en parallel hun eigen diensten ontwikkelen, een smart city manager aanwerven, smart city congressen organiseren enzovoort. Dat is net mijn oproep. We delen dezelfde mening.

Ik vind het fantastisch om te horen dat u vindt dat alle gemeenten en instellingen bij het CIBG moeten aansluiten. Ik hoop dat er daarover een akkoord is binnen de meerderheid van de stad Brussel.

Mevrouw Els Ampe (Open Vld).- Als u goed geluisterd heeft, dan weet u dat wat mij betreft alles geprivatiseerd mag worden. Op dat vlak is mijn standpunt heel duidelijk. Maar als er dan toch een

gewestelijke organisatie bestaat, dan is het logisch dat alle gewestelijke ministers, overheden en deelloverheden er gebruik van maken. Is dat niet het geval, dan moeten ze een reden opgeven. Misschien is die er, maar ik ken ze niet.

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- U moet aan die ministers vragen waarom pakweg Brussel Fiscaliteit of Actiris en alle organisaties die u hebt opgesomd, een beroep doen op hun eigen diensten. Dat zijn vragen voor ministers Vanhengel en Gosuin. Hun antwoord interesseert me ook.

[289]

De voorzitter.- De heer Van den Driessche heeft het woord.

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Wat de barema's betreft, is het misschien wel mogelijk om de medewerkers van de administratie niet bij de afzonderlijke vzw onder te brengen.

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Moeten we dan nog een afzonderlijke structuur oprichten?

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Neen, ze blijven gewoon bij het CIBG. Dat kan de ondersteunende diensten aanbieden die bij IRISteam nodig zijn. Op die manier kunt u problemen met een cao vermijden.

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Dat betekent dat er ambtenaren voor een vzw gaan werken. Hoe wilt u dat juridisch voor elkaar krijgen?

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- Als daar afspraken over worden gemaakt, zie ik geen enkele belemmering.

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Het is het overwegen waard.

[301]

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Beaucoup de fonctionnaires locaux sont parfois mis à disposition d'asbl locales. Il arrive, par exemple, qu'un fonctionnaire communal, tout en conservant son statut, soit mis à disposition de la piscine, qui est une asbl.

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- C'est peut-être le cas dans les communes. Cela signifierait que des agents du SPRB travailleraient pour visit.brussels, par exemple ?

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Il y a même des fonctionnaires fédéraux qui sont détachés dans des administrations locales.

[307]

De heer Johan Van den Driessche (N-VA).- U gaat dus juridisch na hoe u op de kritiek van het Rekenhof op de ordonnantie kunt reageren?

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Dat is lopende. De aanbesteding daarvoor werd goedgekeurd op de ministerraad. We willen graag terugkoppelen, wat de opmerkingen betreft, want misschien komen er efficiëntere oplossingen naar voren.

[311]

M. le président.- La parole est à M. De Bock.

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Faut-il passer par un sous-traitant pour augmenter la capacité de nos boîtes de réception de courriels ? Cela fait trois ans que les députés bruxellois demandent d'avoir une capacité équivalente à celle des boîtes des collaborateurs des cabinets.

La dématérialisation permet de grandes économies de papier, mais nécessite d'augmenter la capacité des boîtes de réception de courriels. Tous les jours ma boîte est bloquée ! Je plaide pour que l'on puisse avoir les mêmes droits que les ministres et les membres des cabinets. Cela fait quatre ans que je demande cela en réunion du Bureau. Apparemment, le CIRB n'a pas de solution. Si c'est le cas, je demande un audit sur le personnel. Il est impératif de résoudre ce problème, quitte à externaliser la gestion des boîtes !

M. le président.- La parole est à Mme Debaets.

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Cette demande n'a pas été transmise au cabinet. Peut-être a-t-elle été adressée directement au CIRB ? Je vais m'informer, car je comprends très bien le problème. La boîte de réception est un outil de travail.

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- Peut-être est-ce le président du parlement qui ne transmet pas les demandes au CIRB ? Si c'est le cas, cela pose un autre type de problème.

Dire que la demande n'est pas parvenue au cabinet, alors que cela fait quatre ans que je la réitère...

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Peut-être est-elle parvenue mais, moi, je n'en ai pas été informée. Je vais me renseigner.

M. Emmanuel De Bock (DéFI).- On a déjà eu cette discussion lors des travaux budgétaires il y a six mois. Les membres du CIRB présents avaient promis de se pencher sur le problème. Ce n'est toujours pas fait. C'est la qualité du travail qui est en jeu. Ce ne sont pas des conditions de travail normales. On pourrait presque dire que le gouvernement bloque le travail des parlementaires.

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Je n'irai pas jusque-là.

- *L'incident est clos.*

[323]

QUESTIONS ORALES

M. le président.- L'ordre du jour appelle les questions orales.

QUESTION ORALE DE MME SIMONE SUSSKIND

À MME BIANCA DEBAETS, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT, DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DE L'INFORMATIQUE RÉGIONALE ET COMMUNALE ET DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE, DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL,

concernant "la campagne Star Casino, une publicité sexiste dans l'espace public bruxellois".

M. le président.- En l'absence de l'auteure, excusée, la question orale et lue par Mme Nadia El Yousfi.

La parole est à Mme El Yousfi.

Mme Nadia El Yousfi (PS).- Parallèlement à une interpellation à votre collègue en charge de la mobilité, M. Smet, je souhaiterais également vous interpellier au sujet de la campagne Star Casino que nous avons pu voir dans le métro, vantant la "sensation à gagner". Cette campagne met en scène une jeune femme nue dont les attributs féminins sont recouverts de billets de banque.

Après les interpellations des utilisateurs du métro, relayées par la presse et via les réseaux sociaux, la Société de transport intercommunal (STIB) s'est engagée à retirer la nouvelle campagne de Star Casino dans les 24 heures. La STIB a également informé les utilisateurs de la possibilité de déposer plainte auprès du Jury d'éthique publicitaire (JEP).

L'annonceur Star Casino est coutumier des campagnes mettant en scène des femmes-objets. À cet égard, de mai 2016 à juin 2017, le JEP a rendu trois avis consécutifs à la suite de plaintes. Au sujet de sa précédente campagne, "le jury a estimé que la publicité porte atteinte à la dignité humaine de la femme, ce qui est contraire à l'article 4, alinéa 1 du code de la Chambre de commerce internationale, et au point 3 des Règles en matière de représentation de la personne. (...) Le jury a donc demandé à l'annonceur de modifier la publicité et à défaut de ne plus la diffuser."

Loin d'être un fait isolé, ces campagnes sexistes ont de multiples répliques. Nous avons eu l'occasion d'échanger sur le sujet à plusieurs reprises, notamment lors de la campagne de la Maison Dandoy, où une femme au visage caché par un biscuit en forme de cœur offrait à voir son postérieur. Je vous avais moi-même interpellée à la suite de l'organisation d'une rencontre-débat, organisée au Parlement francophone bruxellois, sur le sexisme ordinaire. On se souvient également de la campagne malheureuse du Forem, en Wallonie, où l'on encourageait les petites filles à réaliser leur rêve de devenir auxiliaire de ménage. Tout récemment encore, en septembre 2017, de nombreux parlementaires se sont indignés de la campagne sauvage du site richmeetbeautiful.be sur le campus de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Les exemples sont légion.

De telles campagnes dénigrantes participent activement à la promotion d'un sexisme ordinaire. Comme féministe engagée pour l'égalité des droits et des chances, je ne peux que me réjouir que la STIB ait rapidement pris les mesures qui s'imposent. Toutefois, je m'interroge sur la régularité avec laquelle ce type de campagnes s'immiscent dans l'espace public, charriant à chaque fois son lot d'indignations et de "buzz" et dès lors participant à une plus grande visibilité des services promus, en l'occurrence les jeux en ligne. À mon sens, au vu d'une part de cette régularité et des nombreux avis rendus par le JEP sur des campagnes sexistes, et d'autre part, de l'indignation citoyenne qu'elles suscitent, nous ne pouvons plus nous contenter d'agir a posteriori en la matière.

[331]

En outre, nous sommes bien conscients de l'incidence de ces campagnes sur les représentations prescrites à chacun et chacune en fonction de son genre ou de son adéquation physique à l'imagerie proposée par de telles campagnes publicitaires.

Qu'avez-vous mis en place pour endiguer ces campagnes sexistes récurrentes ?

Lors des précédentes interpellations, vous aviez annoncé plusieurs campagnes de sensibilisation contre le sexisme. En envisagez-vous de nouvelles ? Si oui, à destination de quels publics et avec quels moyens ?

Pouvez-vous évaluer les retombées des campagnes de sensibilisation précédentes ?

Au vu de la récurrence de la problématique, même si elle est polymorphe, les actions menées vous apparaissent-elles suffisantes ?

Quelle est votre position sur l'approbation du contenu d'une campagne publicitaire avant sa diffusion effective dans l'espace public, en l'occurrence dans le réseau STIB ?

[333]

M. le président.- La parole est à Mme Debaets.

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Endiguer le sexisme requiert un vrai changement de mentalité, ou comme le dit le mouvement "Time's up" : cela suffit ! Il est grand temps de changer les mentalités et la tâche n'est pas mince.

Dans le cadre de mes compétences relatives à l'égalité des chances, j'ai décidé de placer cette thématique au centre de mon travail de cette année.

Il faut aborder la problématique de manière large. Il faut lutter en même temps contre le sexisme, contre les stéréotypes et contre le harcèlement sexuel, car tout est lié.

La Journée internationale de la femme du 8 mars constituait le moment opportun pour mettre ce sujet en évidence. Au-delà des diverses initiatives en cours, il est nécessaire que le monde associatif se regroupe pour former un collectif solide, incluant la société civile, et capable de faire passer un message fort.

Vous avez sans doute lu dans la presse les résultats de l'étude menée pendant deux ans par l'Université de Gand sur les violences faites aux femmes. On pourra y revenir à l'occasion d'une autre commission.

J'ai aussi annoncé le lancement d'une application "Touche pas à ma pote" pour aider les victimes de harcèlement de rue, qui sont essentiellement des femmes. Elle devrait également permettre l'expression de la solidarité et mobiliser les témoins.

[335]

Un appel à projets thématiques a aussi été lancé au monde associatif afin de mettre en place des projets concrets luttant contre le sexisme, les stéréotypes et le harcèlement sexuel. Une enveloppe de 200.000 euros est prévue. Ce sont les trois grands axes.

Détailler les conclusions de l'Université de Gand prendrait trop de temps, mais nous pourrions en discuter lors d'une autre commission. J'ai retenu un chiffre : neuf Bruxelloises sur dix ont déjà été, au moins une fois dans leur vie, victimes d'agression.

Dans quelques semaines, je lancerai également un marché public afin de trouver un partenaire pour mener, à l'échelle de la Région, une campagne d'"empowerment" - je n'ai jamais trouvé la bonne traduction en

français - contre le sexisme, les stéréotypes et le harcèlement sexuel. Le cahier des charges est en cours de rédaction. Cette campagne sera visible dans les rues de Bruxelles dès cet automne, vers novembre ou décembre de cette année. En 2016, une campagne SOS Violence avait été lancée contre le harcèlement de rue, avec des personnes se promenant avec des mots pour vraiment sensibiliser les gens, leur demander s'ils aimeraient qu'on parle ainsi à leur sœur ou à leur mère - et sinon, de ne pas le faire eux-mêmes. C'était le message qu'on voulait faire passer.

Ces années 2017 et 2018 marqueront un tournant décisif. Les campagnes médiatiques comme le #metoo ont démontré l'ampleur d'un phénomène qui traverse toutes les classes sociales, les professions, les cultures. Nous parlons d'un cinéaste ou d'un président, comme celui des États-Unis, qui utilise un vocabulaire dénigrant envers les femmes. Des campagnes comme #metoo ou #balancetonporc ont vraiment conscientisé les gens, hommes comme femmes - car nous avons aussi besoin d'hommes dans ce combat.

[337]

Quant à votre question relative à l'approbation par la STIB des campagnes de publicité sur son réseau, je vous suggère de l'adresser à M. Smet.

[339]

M. le président.- La parole est à Mme El Yousfi.

Mme Nadia El Yousfi (PS).- Nous vous remercions pour les différentes campagnes que vous menez et continuez à mener. Nous ne remettons nullement en cause votre volonté et nous vous soutenons.

Les causes et les réponses sont certes multiples, mais elles ne dépendent pas uniquement de vous : les autres ministres peuvent collaborer avec votre département.

La Journée internationale de la femme, qui est en fait une journée de lutte pour les droits des femmes, est certes une fête, mais aussi un moment pour attirer l'attention sur les énormes combats qui restent à mener, surtout dans le contexte actuel : le président américain et l'affaire Weinstein ont justement démontré que, malheureusement, toutes les strates de la société sont touchées. Tous les groupes sont touchés, comme nous venons de le voir avec Damso. Pourtant, nous ne parlons pas d'Orelsan : ses textes sont sexistes et il reçoit des prix. L'indignation est donc sélective. Il faut en finir avec cette attitude.

Quant à la STIB, elle demande aux citoyens de déposer plainte. Je m'en réjouis, mais j'en appelle surtout à la responsabilité de nos ministres : c'est aux politiques de donner l'exemple. Ces campagnes sexistes sont récurrentes. J'aimerais savoir quels sont vos contacts avec M. Smet et quels en sont les résultats.

De l'autre côté, l'action toujours a posteriori nous irrite. Y a-t-il un comité d'avis au sein de la STIB ? Nous reposerons la question à M. Smet. La STIB doit avoir un avis sur ce qui se fait sur son propre réseau - même

si c'est une entreprise privée qui conçoit la campagne - en amont de l'affichage, surtout quand on connaît les problèmes déjà soulevés par certaines campagnes. Ces points sont-ils discutés avec M. Smet ?

[341]

M. le président.- La parole est à Mme Debaets.

Mme Bianca Debaets, secrétaire d'État.- Avec l'intégration de la dimension du genre dans les politiques publiques, chaque organisme a dû désigner un expert en genre. Que ce soit à la STIB ou dans d'autres organismes publics, le rôle de cette personne est aussi d'être attentive à toute dérive sexiste.

- *L'incident est clos.*

[345]

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER BRUNO DE LILLE

AAN MEVROUW BIANCA DEBAETS, STAATSSECRETARIS VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST, BELAST MET ONTWIKKELINGSSAMENWERKING, VERKEERSVEILIGHEIDSBELEID, GEWESTELIJKE EN GEMEENTELIJKE INFORMATICA EN DIGITALISERING, GELIJKEKANSENBELEID EN DIERENWELZIJN,

betreffende "de discriminatie bij de toegang tot discotheken en andere uitgaansplekken".

De voorzitter.- De heer De Lille heeft het woord.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Geweigerd worden aan de ingang van een club is bijzonder pijnlijk en vernederend. Helaas gebeurt dat maar al te vaak in onze stad. De schade die daarbij wordt aangericht is als een sluipend gif. Onderscheid en ongelijke behandeling versterken de dualisering en bedreigen de fragiele sociale cohesie.

Op 19 september keurde het parlement een resolutie goed waarin het de Brusselse regering onder meer verzocht om een actieplan en een opleidingsbeleid uit te werken en een meldpunt voor racisme bij het uitgaan in het leven te roepen.

Intussen zijn we bijna een half jaar verder. De kwestie dringt en er zijn genoeg good practices waarmee we snel aan de slag kunnen. De belangrijkste les die we kunnen trekken uit binnen- en buitenlandse voorbeelden is dat er bottom-up moet worden gewerkt om succes te boeken. Uitbaters, buitenwippers, politie, stad, mensenrechtenorganisaties en jeugdverenigingen moeten samen een gedragen deurbeleid uitstippelen.

Als de overheid te veel dicteert hoe het allemaal moet, haken cruciale partners af en is elk plan gedoemd om te mislukken. De rol van de overheid bestaat erin iedereen samen te brengen en te overtuigen van de meerwaarde van een gedragen en transparant deurbeleid. Minder onterechte uitsluitingen, minder frustratie, minder vechtpartijen en dus een betere reputatie en meer inkomsten.

De overheid moet ook het overzicht behouden en alles aan elkaar koppelen: communicatiecampagnes, strengere maatregelen en een noodnummer.

Welke stappen hebt u sinds de resolutie ondernomen? Op welke manier zorgt u ervoor dat de opgesomde partners structureel worden betrokken? Wat vindt u van het idee om een deurbeleidsc commissie op te richten waarin ze allemaal vertegenwoordigd zijn? Wat is de stand van zaken van het gevraagde, billijke en betrouwbare actieplan? Wie bereidt de opmaak van het plan voor?

Wat kunt u meer vertellen over de communicatiecampagne: wat, wanneer, hoe gaan we zo veel mogelijk relevante mensen bereiken? Hebt u in het kader van het overkoepelende actieplan al werk gemaakt van een opleidingsplan? Wat zijn volgens u de noden en de beoogde doelgroep?

Hoe zit het met het centrale sms-nummer? In Gent waren de reacties niet zo positief. Is er een kostenbatenanalyse gemaakt of mogen we die verwachten? Welke controlemaatregelen bereidt u voor?

(Mevrouw Nadia El Yousfi, oudste lid in jaren, treedt als voorzitter op)

[351]

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Debaets heeft het woord.

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Discriminatie in het uitgangseven is een fenomeen waarmee veel jongeren worden geconfronteerd. Om dat tegen te gaan, heb ik verschillende belangrijke stappen ondernomen.

De belangrijkste verwezenlijking tijdens deze regeerperiode is de antidiscriminatieordonnantie. Die ordonnantie van 5 oktober 2017, ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en ter bevordering van gelijke kansen, bevat een belangrijk element in de strijd tegen discriminatie, namelijk het principe van de omkering van de bewijslast. Dat houdt in dat de verdachte tegen wie een vermoeden van discriminatie of racisme loopt, dat vermoeden moet weerleggen.

Daarnaast hebben we met betrekking tot de indiening van een klacht extra maatregelen genomen voor de personen die optreden als getuige, raadsheer, verdediger of bijstandsverlener ten voordele van de betrokken persoon. We hebben ten slotte ook doeltreffende, evenredige en afschrikkende sancties ingevoerd bij overtreding van de wetgeving. De rechter kan een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en een geldboete van 50 tot 1.000 euro opleggen. De forfaitaire morele schadevergoeding werd bepaald op 650 euro, een bedrag dat wordt verhoogd tot 1.300 euro in geval van bijzondere ernst. De

toepassingsgebieden van de ordonnantie betreffen de bescherming tegen discriminaties op het vlak van de toegang tot het aanbod van goederen en diensten aan het publiek, zoals de toegang tot een horecazaak of de toegang of de deelname tot een economische, sociale of politieke activiteit.

[353]

We zorgden ook voor een intense bewustmaking bij het grote publiek. De website www.reageer-op-racisme.brussels is gekoppeld aan een communicatiecampagne die de Brusselaars oproept om een standpunt in te nemen en te reageren tegen racisme. Dat kan als slachtoffer (je kunt een klacht indienen), maar ook als getuige. De website toont je concreet hoe je dat kunt doen.

Een van de affiches van de communicatiecampagne is gericht op het uitgangsveld, met de slogan "alle racisten worden niet toegelaten in deze club".

[355]

(poursuivant en français)

Vous l'avez peut-être vue aussi. On a à chaque fois remplacé le mot "étranger" par le mot "raciste".

[357]

(verder in het Nederlands)

Als het tot een veroordeling komt, zijn het doorgaans de portiers, die veroordeeld worden. Ik heb ervoor gezorgd dat in de ordonnantie de uitbaters verantwoordelijk worden gesteld en bewust worden van de risico's die met die inbreuken verbonden zijn.

Het klopt dat de voormalige staatssecretaris voor Gelijke Kansen een protocol tegen discriminatie en voor diversiteit in het leven riep, specifiek voor dancings. De ondertekenaars engageerden zich ertoe om zich actief in te zetten rond dat thema. Het protocol had tot doel het overleg tussen de verschillende ondertekenaars te stimuleren en zo de kwaliteit en het imago van het nachtleven te verbeteren.

Het protocol was niet bindend; waarschijnlijk kun je dat ook niet bindend maken. Het rekende op het engagement van die etablissementen. Als ik het goed heb, had echter maar één discotheek zich aangesloten. Daarom hebben we ervoor gekozen om de wetgeving strenger te maken en de bewijslast om te keren. Voordien moest het slachtoffer aantonen dat het gediscrimineerd werd en dat is vaak moeilijk.

U verwijst naar het mooie project in Gent, een initiatief van de stad en de politiezone. Het politiereglement werd aangepast, waardoor er camera's geïnstalleerd werden en een systeem via sms in het leven werd

geroepen. Dat kan ik als staatssecretaris niet doen: het initiatief zou van de verschillende politiezones moeten komen.

Het kabinet en de administratie zitten samen met het overlegplatform Gelijke Kansen. Ik wil niet voor mijn beurt spreken, want ik weet niet in welke mate dit al bekend mag worden gemaakt, maar ik kan u alvast vertellen dat de zone Brussel-Hoofdstad/Elsene, niet de minst belangrijke dus, een diversiteitsambtenaar wil aanstellen om zich onder andere met die vorm van discriminatie bezig te houden. Ik ben blij dat een belangrijke politiezone, die heel wat etablissementen telt, actief de strijd tegen discriminatie en racisme wil aangaan. Uiteraard gebeurt dat in nauw overleg met de burgemeesters van de stad Brussel en de gemeente Elsene.

[359]

Mevrouw de voorzitter.- De heer De Lille heeft het woord.

De heer Bruno De Lille (Groen).- We hebben vroeger inderdaad geprobeerd om via een protocol te werken, maar bij gebrek aan een stok achter de deur lukte dat niet. Er was alleen een zeer beperkt engagement van La Démence.

Nu is er wetgeving er en dat is een goede zaak, maar de parlementaire resolutie vroeg het gewest ook om werk te maken van een actieplan en daaraan is toch niet helemaal tegemoetgekomen. Als we de uitgangsheugenheden niet duidelijk maken dat er nu een stok achter de deur is (die we weliswaar liever niet gebruiken, omdat we de voorkeur geven aan het voorkomen van discriminatie) en dat we een engagement vragen, zal er niets veranderen.

Daarom denk ik dat u nu verder kunt gaan dan wij vroeger. Dat zou goed zijn, want discotheekuitbaters argumenteren dat hun maatregelen bedoeld zijn om het eigen publiek te beschermen. Als ze iedereen toelaten, zeggen ze, wordt het een probleem en ze kunnen niet rekenen op de politie, want als ze bellen, komt die toch niet.

Uiteraard gaat het er niet om alles en iedereen toe te laten; de veiligheid moet natuurlijk worden gegarandeerd. De manier waarop dat tot vandaag gebeurde, is echter onaanvaardbaar. Als de politiezone Brussel/Elsene daarrond actief wil werken, gaat u best langs samen met de politie bij de exploitanten om hen ervan te verzekeren dat de politie zal komen als ze bellen, en hun te waarschuwen dat wat tot nu toe gebeurde, niet meer door de beugel kan.

Ik hoop dat u wat meer initiatief wilt nemen en zo'n actieplan uitwerkt. We hebben immers meer nodig dan een aangepaste wetgeving.

[361]

Het is nog altijd een grote stap om een discotheekeigenaar voor de rechtbank te dagen wegens discriminatie in zijn etablissement, ook al is het aan de discotheekeigenaar zelf om te bewijzen dat hij niet gediscrimineerd heeft. Het financiële plaatje vormt immers een serieuze drempel.

Mevrouw de voorzitter.- Mevrouw Debaets heeft het woord.

Mevrouw Bianca Debaets, staatssecretaris.- Uiteraard is dat een grote stap met hoge kosten, maar net daarom is er Unia, dat samen met het Brussels Gewest de opdracht heeft om slachtoffers daarin te begeleiden. Het centrum krijgt daar ook een toelage voor.

Voorts werken we wel degelijk aan een actieplan. Tijdens een vergadering daarover met de betrokken actoren heeft de politiezone Brussel-Hoofdstad/Elsene precies aangegeven dat zij ook werk maakt van de aanstelling van een persoon die zich specifiek met racisme en discriminatie zal bezighouden.

De heer Bruno De Lille (Groen).- Dat is goed, ik kijk uit naar het actieplan. U moet daarbij het warme water niet opnieuw uitvinden, maar het moet wel iedereen samen in gang krijgen.

- *Het incident is gesloten.*